

Conseil de Communauté
du 16 février 2017
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Débat d'orientation budgétaire 2017
2	Exercice 2017- Assurance dommage ouvrage Pôle santé - Étalement de la charge
3	Economie – ZA du HARAS – Modifications des conditions de vente d'un terrain boulevard François Mitterrand à la société FONCIER et STRATEGIE
4	Marchés publics – Réhabilitation/extension du cinéma Le Vox – Avenant n°1 du lot 1 « Déconstruction désamiantage » - Autorisation de signature
5	Désignation représentants pour la CDAC
6	Désignation de représentants Association Les Possibles
7	Mission Locale - Désignation des représentants
8	Mise en place de tarifs pour les nouvelles activités du service commun jeunesse Ados'com
9	Développement culturel - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2017
10	Aménagement de l'espace – PLU de la commune de Contest – Modification simplifiée n°1 - Approbation
11	GEMAPI « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » - Mise en place de la compétence - signature d'une convention de partenariat avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour la mise à disposition d'un technicien de rivière
12	Environnement Déchets – Programme de prévention des déchets – Demande de subventions 2017
13	Ressources Humaines – CNAS et congé parental
14	C'est mon patrimoine ! - Musée du château de Mayenne
15	Tarif d'entrée lors des expositions temporaires - Musée du château de Mayenne
16	Fonction de chef de file des contrats régionaux (2010/2013 ; 2014/2017) suite à la disparition du GIP
17	Développement Culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – 3ème Concours National de piano – Fixation des droits d'inscription
18	Développement culturel – Conservatoire Ivan Bellocq – Tarification des ateliers parents/enfants
19	Développement culturel – Conservatoire de Musique et Danse Ivan Bellocq – Concert Éducatif « Atom Heart Mother » - Concert tout public - Fixation des tarifs

20	Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit d'ENEDIS (ex ERDF)
21	Pole de santé – Emprise du projet - Cession d'un terrain Rue du Fauconnier de la commune de Mayenne à Mayenne Communauté
22	Ressources humaines - Mission économique - Transformation d'un poste à temps non complet (17h30) en un poste à temps complet

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

ZUTANO	Convention pour la conduite d'actions pédagogiques	4167,5 € TTC
Yvette COUPEL	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Lassay les Châteaux	Convention de prestations pour l'entretien par la commune de Lassay-les-Châteaux des bâtiments propriété ou occupés par Mayenne Communauté	remboursement sur justificatifs
Coodémarrages	Convention d'animations mes vacances au musée	408 € TTC
Tralala Splatch	Convention de prestation de service « caravane des petites merveilles »	3 200,00 €
Martins-Pêcheurs	Contrat pour le spectacle « Chez Dame Jeanne et ses voyages à la carte »	1 160,50 €
Gwénolé Kerdivel	Convention d'animations dans le cadre des journées nationales de l'archéologie 2017	prestation à titre gratuit avec remboursement frais de déplacement (32,83 €)
Archeo Logis	Convention d'animations dans le cadre des animations 2017 à destination du jeune public	480,00 €
Laurent Gandon	Convention d'animations Curiosités d'ici et d'ailleurs	2 420,00 €
Archéolithe	Convention d'animations dans le cadre des journées nationales de l'archéologie 2017	1 240,00 €
France Bleu Mayenne	Convention de partenariat Exposition Musée de Mayenne curiosité d'ici et d'ailleurs	/
Yvette COUPEL	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 16 février 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	54
Contre :	0
Pour :	54
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le dix février, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2^{ème} Vice-Président, M. MOLL, 3^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. LE SCORNET, 5^{ème} Vice-Président, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHÉRY, FORET, HEURTEBIZE, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, M. NEVEU, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, BAR, COUTURIER, ADAM, PELE, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BOITTIN représenté par M. FRETARD

M. LAVANDIER donne pouvoir à M. LANDEMAINE
Mme LANCIEN donne pouvoir à Mme BAR
M. LESAINTE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme LODE donne pouvoir à Mme BELLON
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme COUTURIER
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. REBOURS donne pouvoir à Mme ADAM
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme PELE
M. MORIN donne pouvoir à M. ORDRONNEAU

Excusés :

MM. BEAUJARD, SONNET, Mmes THELIER, BODINIER

M. RIOULT a été désigné secrétaire.

1 - Débat d'orientation budgétaire 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. SOUTIF expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics, un débat a lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du Budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

M. le Président : " Je remercie chacun des intervenants pour la qualité et la quantité de documents produits. On a tout mis sur la table comme d'habitude."

M. HEURTEBIZE : " Merci pour la présentation. Ce qui chagrine un peu c'est l'éventuelle augmentation des impôts. Je pense que nos administrés nous poseront des questions. De notre part, on peut se dire qu'on a investi depuis de nombreuses années. Mais, maintenant les gens restent sur une question de principe, qu'on augmente d'1 euro ou de 150 euros, le fait est qu'on a augmenté. Est-ce que nous sommes allés trop vite ? Avons-nous trop investi ? On aura de la communication à faire sur ce sujet. Personnellement, concernant le cinéma et surtout son extension, je ne sais pas si c'était une priorité. La piscine, c'est vrai c'est un besoin mais devons-nous faire un si grand complexe ? J'anticipe sur les questions qu'on pourra avoir. Ce principe d'augmentation me chagrine un peu."

M. le Président : " Vous avez bien enregistré le coût par habitant et par ménage ?"

M. HEURTEBIZE : "Oui, mais ce qui me chagrine c'est le principe."

M. BRODIN : " Je vais dire la même chose que par le passé. On augmente les charges et on sait que les produits vont diminuer. On se retrouve dans le mur par rapport aux augmentations. On parle de 6,5 % d'augmentation pour 300 000 €. Si on veut 600 000 € il faut faire 15 % d'augmentation. Je trouve qu'on ne fait pas assez d'effort en interne. C'est vrai qu'il y a des ressources extérieures, comme le Département, la Région, l'Etat. Je prends l'exemple du cinéma qui nous coûte 250 000 € de charges, c'est une bonne gestion. Par contre, la piscine c'est 6,5 millions d'euros. J'espère que les frais de fonctionnement seront à la hauteur de ce qui a été annoncé. Faire des études c'est bien mais si on n'a pas les moyens de faire ce qui a été préconisé, ça ne sert à rien."

M. le Président : " Vous avez augmenté vos taux de 2 % l'an dernier, pourquoi ?"

M. BRODIN : " Seulement 2 % en 10 ans."

M. SOUTIF : " Je pense qu'on est respectueux du contribuable."

M. TRANCHEVENT : " J'ai l'habitude d'être discret sur les grandes opérations à venir. Je vais simplement vous citer la discussion que j'ai eu ce matin avec un chef d'entreprise. Il faut avoir le courage de dire qu'on va investir pour l'avenir de notre territoire. Quand on investit 5 millions pour la fibre, c'est ce que demande les entreprises et c'est attractif. Le vrai problème est d'être séduisant comme avec la fibre ou le Pôle Santé. Notre piscine est peut être trop belle mais elle est un élément d'attractivité. L'attractivité est aussi un tremplin pour l'emploi."

M. DELAHAYE : " Je préfère les discours de vérité comme celui de Pierrick, car même si je n'ai pas soutenu le projet de la piscine car il est trop coûteux selon moi, je préfère qu'on assume nos choix. Les projets ont été actés, maintenant il faut les assumer. Il n'y a pas de honte à augmenter les impôts si vous créez du service et si les gens en sont contents. Pour moi, la piscine était beaucoup trop ambitieuse, on aurait pu avoir moins mais l'essentiel est que les élus assument ce choix. D'autre part, il ne faut pas prendre les gens pour des aveugles, quand on dit qu'on augmente les impôts de 0,74 points, les gens qui savent compter savent que ça fait 6,5 % et on a l'impression d'être pris pour des idiots. A titre personnel et c'est ce qui fait que je ne voterai pas un seul budget du mandat, dans les projets, il manque toujours un bout de route du

côté du Berry. Je comptais un peu sur Rémi ce soir, mais j'ai l'impression d'être seul."

M. RAILLARD : " Il y a des choses auxquelles on n'échappe pas comme l'augmentation des charges et le changement d'indice de point. Concernant l'augmentation des impôts, je suis toujours frileux. On n'a pas augmenté nos impôts à Lassay. Si on décide, ici, d'augmenter les impôts, comment allons-nous faire dans nos communes ? On ne peut pas toujours faire payer les ménages. Il faut être vigilant. Concernant les investissements à Mayenne Communauté, nous, ex CCHL, on n'a pas décidé de tout mais on est très satisfaits des équipements qui vont être créés. Assumons les hausses d'impôt mais soyons vigilants par rapport à l'avenir. "

M. le Président : " Je suis fier de créer un Pôle Santé, il a été pris en exemple par la Direction Générale des Finances Publiques. A Vitré, ils nous disent qu'ils aimeraient bien créer la même chose. Concernant le cinéma, on n'avait pas le choix. Mais on va se calmer au niveau des investissements."

M. SABRAN : " On va assumer les travaux et je suis satisfait d'avoir une future piscine, un pôle santé et un cinéma. Cependant, je sais que mes administrés vont me dire qu'en allant sur Mayenne, il fallait se douter que les impôts allaient augmenter. Je m'aperçois aussi que quand on mutualise ça n'abaisse pas forcément les coûts. Ça va être pareil pour l'eau et l'assainissement ? A Champéon, je ne voudrais pas que le prix de l'eau et de l'assainissement augmente."

M. BOURGUIN : " Concernant l'eau, avec le Département, il y avait eu une volonté d'avoir un prix unique, notamment avec Jean Arthuis. Quand on prendra la compétence, forcément il y aura des gagnants et des perdants. Il faut dire les choses. Le tarif de la plus grosse collectivité, Mayenne, est l'un des tarifs les plus bas."

M. BRODIN : " Mais le coût moyen après sera supérieur au coût moyen avant."

M. BOURGUIN : " Ce n'est pas évident."

M. BRODIN : " On en reparlera. On doit toujours regrouper et économiser et ce n'est pas ce qui se passe."

M. le Président : " Ce n'est que pour 2020."

M. MOLL : " Cette semaine, je suis allé rencontrer une société de communication à Laval. La première chose qu'ils nous ont dit c'est que nous avons de belles choses sur Mayenne mais qu'on ne sait pas communiquer. Je rappelle que le premier argument de notre projet de territoire est rendre le territoire attractif. Pour le rendre attractif il faut dire ce qu'on y fait et ce que l'on va trouver. N'ayez aucune crainte, nous vous présenterons un projet de communication au niveau de la santé à destination des usagers et des professionnels. Je suis favorable pour dire qu'on a des projets mais qu'on a des emplois aussi."

M. TRANCHEVENT : " J'ai au moins trois entreprises qui ont du mal à recruter un certain type d'employés. Ces entreprises ne veulent pas quitter la Mayenne et vont faire de la communication pour vanter l'attractivité de notre territoire. Il faut être cohérent, c'est l'ensemble de notre territoire qui doit gagner. Je pense que nous avons d'excellentes entreprises qui sont attachées à la qualité du travail que nous avons ici. Si demain, vous n'avez pas de cinéma, vous ne ferez pas venir un certain nombre de travailleurs. Il faut avoir une véritable politique d'attractivité. Ce n'est pas moi qui le dit mais ce sont des chefs d'entreprise."

Il a été donné lecture aux membres du Conseil Communautaire du rapport d'orientation budgétaire 2017 présenté en annexe, qui a donné lieu à débat.

2 - Exercice 2017- Assurance dommage ouvrage Pôle santé - Étalement de la charge

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. MOLL expose :

La nomenclature budgétaire et comptable M14 prévoit la possibilité, par décision de l'assemblée

délibérante, d'étaler les frais accessoires liés à l'acquisition et/ou la réalisation d'investissements parmi lesquels les charges d'assurance dommage ouvrage qui peuvent faire l'objet d'un étalement sur 10 ans.

L'opération comptable consiste à transférer le montant des charges au compte d'investissement 4812 « transfert de charges à répartir sur plusieurs exercices », par le crédit du compte 791 « transfert de charges de gestion courante », puis à amortir, chaque année, une part de la charge au compte 6812 « dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » dans la limite de 10 ans.

Par délibération de bureau du 29 novembre 2016, la marché d'assurance dommage ouvrage pour le pôle santé a été attribué à AXA BRAULT (Mayenne), pour un montant de 31 800,21 € HT.

Il est proposé d'autoriser l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés à la construction du pôle santé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés au pôle santé**
- **dit que le premier amortissement sera effectué sur l'exercice 2017.**

3 - Economie – ZA du HARAS – Modifications des conditions de vente d'un terrain boulevard François Mitterrand à la société FONCIER et STRATEGIE

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Vu la délibération en date du 9 juillet 2015, validant la cession des 5100m² environ de la parcelle BW 182p à la société IMMO CONCEPT au prix de 21,34 € H.T. le m².

Vu la délibération en date du 2 juin 2016, validant la cession de la parcelle BW 182 de 7 966 m² à la Société « FONCIER ET STRATEGIE ».

Considérant que M. LEPAGE, gérant de la société FONCIER et STRATEGIE, société établie à CHANGE (53810) spécialisée dans le secteur d'activité de la promotion immobilière, souhaite toujours acquérir un terrain situé Boulevard François Mitterrand pour y concevoir un ensemble tertiaire composé de petits ensembles individuels regroupés sous une architecture cohérente, locaux administratifs et commerciaux, répartis autour d'un parking.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **cède la parcelle BW 182 de 7 966 m² à la société « FONCIER ET STRATEGIE » ou toute personne s'y substituant,**
- **fixe le prix de vente suivant :**
 - **5 100 m² au prix de 21,34 € HT le m²**
 - **2 866 m² au prix de 10,67 € HT le m²**
- **la TVA étant applicable sur la totalité du prix de vente, les frais de notaire et géomètre seront à la charge de l'acquéreur**
- **autorise M. le Président à signer l'acte notarié et toutes pièces se rapportant à ce dossier,**
- **confie la rédaction de l'acte à Maître Cadet, conformément à nos engagements sur la gestion des actes lors de la création du Parc d'Activités.**

4 - Marchés publics – Réhabilitation/extension du cinéma Le Vox – Avenant n°1 du lot 1 « Déconstruction désamiantage » - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Mayenne Communauté a notifié le 3 octobre 2016 le marché du lot 1 "déconstruction - désamiantage" dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'extension du cinéma Le Vox pour un montant de 108 874,76 € HT.

Lors du curage de la maison contiguë au cinéma fin 2016 sont découvertes des chapes béton et réhaïsse maçonné au niveau des anciens logements. Leur destruction est impérative pour la poursuite du chantier mais implique des travaux de sécurisation qui ne sont pas prévus dans le marché initial. En effet, ces opérations permettent à l'entreprise titulaire d'effectuer d'abord la dépose desdites chapes afin de faire du tri sélectif et d'alléger la charge à démolir ensuite : elles peuvent donc fragiliser le plancher bois et induire un risque d'effondrement.

Ces prestations supplémentaires donnent lieu à l'avenant n°1 d'un montant de 8 646 € HT, qui représente une augmentation de 7.9 % du marché.

La commission MAPA de Mayenne Communauté réunie le 27 janvier 2017 a donné son avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant ci-dessus présenté.

5 - Désignation représentants pour la CDAC

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Il vous est demandé de désigner deux élus pour représenter Mayenne Communauté à la CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Commercial).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne M. Pierrick Tranchevent et M. Rémi Sonnet à la CDAC.

6 - Désignation de représentants Association Les Possibles

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. COISNON expose :

L'association Les Possibles est la nouvelle entité qui héberge l'activité du Centre Social depuis le 1^{er} janvier 2017.

A ce titre, nous venons vers vous afin que Mayenne Communauté désigne un membre titulaire et suppléant de sa structure pour participer aux conseils d'administration de l'association Les Possibles, à savoir le 2^{ème} lundi tous les deux mois (16 janvier - 20 mars - 15 mai à 20 heures).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne ces représentants.
Titulaire : Jean-Paul COISNON - Suppléant : Maurice BOISSEAU**

7 - Mission Locale - Désignation des représentants

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Lors de son Assemblée Générale Extraordinaire du 20 juin 2016, la Mission Locale de la Mayenne a adopté de nouveaux statuts ainsi qu'un nouveau règlement intérieur.

Comme le prévoit l'article 10 des statuts en vigueur de la Mission Locale, Mayenne Communauté doit désigner de 2 titulaires avec voix délibérative pour l'Assemblée Générale ainsi que 2 suppléants.

Comme le prévoit l'article 13 des statuts de la Mission Locale, Mayenne Communauté doit désigner la nomination de 2 titulaires et 2 suppléants pour le Conseil d'Administration qui compte à ce jour 32 membres titulaires.

A titre indicatif, l'article 14 des statuts de la Mission Locale prévoit la désignation par les membres du Conseil d'Administration, parmi ses membres et pour 6 ans, de 4 titulaires des collectivités locales des 3 antennes départementales (Laval, Mayenne et Château-Gontier) et 4 suppléants.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne :

- Jean RAILLARD et Hubert MOLL en qualité de titulaires et Patrick SOUTIF et Maurice BOISSEAU en qualité de suppléants pour l'AG de la Mission Locale

- Michel ANGOT et Pierrick TRANCHEVENT en qualité de titulaires et Frédéric BORDELET et Eric TRANSON en qualité de suppléants pour le CA de la Mission Locale.

8 - Mise en place de tarifs pour les nouvelles activités du service commun jeunesse Ados'com

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. COISNON expose :

Contexte :

Le service jeunesse « Ados'com » propose des animations aux jeunes des 8 communes adhérentes en contrepartie d'une cotisation annuelle de 10 €.

Depuis janvier, « Ados'com » est soutenu par la Caf dans le cadre de la signature des conventions « Contrat Enfance Jeunesse » et « Prestations de Services Ordinaires ».

Ces nouvelles ressources évaluées à 10 016 € pour l'année 2017 permettront l'organisation de nouvelles activités telles que des sorties avec prestations extérieures (ex. sortie bowling en car) ou des veillées avec repas.

Sur l'ensemble des services jeunesse du territoire, il est d'usage que les familles participent à la prise en charge du coût de ces animations ponctuelles.

Si tel est le cas, la Caf demande à ce que les tarifs hors cotisation soient modulés en fonction des ressources familiales.

A cet effet, le groupe de travail propose l'aménagement de tarifs modulés supplémentaires.

Propositions du groupe de travail « Ados'com » :

Le groupe de travail préconise d'utiliser la même règle tarifaire que celle du service commun Espace Jeunes (ex cchl).

Cette harmonisation est, tout d'abord, cohérente avec le taux de financement du service par la CAF (35%) et permettra de faciliter l'organisation d'actions communes.

En ce qui concerne la modulation tarifaire, le choix des tarifs et des tranches doit s'appuyer sur des données territoriales et des orientations politiques. Vu l'importance de cette étude et afin de permettre une lisibilité aux familles, il serait judicieux de les définir sur une période pluriannuelle.

Le périmètre du service commun étant susceptible de changer à la fin de l'année 2017. Le groupe de travail propose d'attribuer la même modulation que sur le service commun Espace Jeunes et d'étudier plus précisément ce sujet en 2018.

Règle proposée :

2 tarifs attribués selon le quotient familial des familles :

- Tarif 1 pour les familles dont le quotient familial est inférieur ou égal à 900

- Tarif 2 pour les familles dont le quotient familial est supérieur à 900.

Calcul du quotient familial pour la CAF : (revenus mensuels imposables net + prestations diverses) / nombre de parts du foyer.

Règle des tarifs sorties :

Tarif 1 = 1/3 coût de la prestation d'entrée par jeune + 1/3 du coût du car par jeune calculée sur la base de la capacité d'accueil de l'activité. Si le déplacement se fait plutôt en minibus, en forfait de 1€ s'additionnera au tiers du coût de la prestation d'entrée.

Tarif 2 = Tarif 1 + 5 %

Sortie – nombre de jeunes	Prestataire		Transport		Tarif 1 QF ≤ 900	Tarif 2 QF > 900
	Coût Groupe *	Coût par jeune	Coût groupe	Coût par jeune		
Sortie lasergame en car 24 jeunes max	240 €	10 €	200 €	8,5 €	$(10 € + 8,5 €) / 3$ = 6 €	6 € + 5 % = 6,3 €
Sortie lasergame avec car mutualisé avec autre service jeunesse 24 jeunes max	240 €	10 €	100 €	4,2 €	$(10 € + 4,2 €) / 3$ = 4,7 €	4,7 € + 5 % = 4,9 €
Sortie lasergame en minibus 8 jeunes max	80 €	10 €	8 €	1 €	$(10 € + 1 €) / 3$ = 3,7 €	3,7 € + 5 % = 3,9 €

* Le coût par groupe comprend les entrées jeunes + encadrants

Afin de faciliter la gestion de la régie de recettes, les tarifs seront arrondis à la décimale proche.

En ce qui concerne les veillées avec repas, il est difficile d'évaluer précisément le coût de ce dernier au moment de la publication des outils de communication.

A cet effet, le groupe de travail propose d'appliquer la modulation au tarif fixe veillée avec repas défini en 2016 :

Tarif = 4 €

Tarif 2 = 4,20 €

M. le Président : " Merci du travail car je sais que produire un tel document n'a pas été simple. La commission a bien travaillé et vous y avez passé beaucoup de temps."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la nouvelle règle tarifaire d'Ados'com pour toute sortie avec prestation extérieure et toute veillée accompagnée d'un repas.

9 - Développement culturel - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Depuis 2005, le territoire Coëvrons Mayenne bénéficie du label « Pays d'art et d'histoire ». Dans ce cadre, chaque année, une convention de partenariat était signée entre le Conseil Départemental, la Communauté de communes des Coëvrons (3C) et la CCPM.

Objet de la convention

Cette convention a pour but de préciser le programme d'actions au titre de l'année 2017, le budget et les modalités de financement.

Considérant les objectifs communs poursuivis par ces trois collectivités en matière de valorisation, de promotion et d'animation du patrimoine, il est convenu ce qui suit :

Durée et résiliation

La présente convention est conclue pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017
Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois.

Les actions programmées

Les actions programmées pour l'année 2017 ont fait l'objet d'une validation par les membres du comité de pilotage du Pays d'art et d'histoire réunis le jeudi 20 octobre 2016 en mairie de MAYENNE.

Éditions

- Édition de nouveaux documents dans les collections Focus et Parcours : LE HORPS, la basilique de MAYENNE.
- Édition du dépliant-programme annuel.
- Édition du catalogue des actions éducatives du patrimoine pour l'année scolaire 2017-2018.
- Réédition selon la charte du réseau des documents consacrés à ST-MARTIN-DE-CONNÉE, VAIGES, MONTSÛRS et ST-PIERRE-SUR-ERVE, JUBLAINS (en intégrant la chapelle de DOUCÉ).
- Réalisation de fiches thématiques présentant les actions adaptées aux publics handicapés.

Réalisation de visites-découvertes et/ou « Randos Patrimoine » sur tout ou partie des sites suivants

- | | |
|--------------------------|---|
| - LA HAIE-TRAVERSAINE, | - SAINT-GEORGES-LE-FLÉCHARD, |
| - BAIS, | - ASSÉ-LE-BÉRANGER, |
| - IZÉ, | - CHAMPGÉNÉTEUX, |
| - SAINT-CÉNÉRÉ, | - RENNES-EN-GRENOUILLES, |
| - LA BAZOUGE-DES-ALLEUX, | - SAINT-CHRISTOPHE-DU-LUAT, |
| - GESNES, | - MAYENNE |
| - SAINT-BAUDELLE, | - LE MONTAIGU (visite à deux voix avec MNE) |
| - LA CHAPELLE-AU-RIBOUL, | - Une rando gourmande sur les Coëvrons |
| - SACÉ, | |

Organisation de Dimanches d'exception

Création de nouvelles visites Dimanches d'exception sur des sites privés sous réserve de l'accord des propriétaires à RENNES-EN-GRENOUILLES (Château du Bois du Maine), THUBOEUF (Château de Chantepie), ST-MARTIN-DE-CONNÉE (Château du Puyz), MONTSÛRS (Villa 19^e s.), LA BAZOUGE-DES-ALLEUX (Château de Thuré).

Patrimoine & Handicap

- Obtention de la marque Tourisme & Handicap pour la visite-découverte « MAYENNE au 19^e siècle ».
- Évaluation de la visite-découverte de l'église de LA CHAPELLE-RAINSOUIN en vue d'un passage en commission T&H à l'automne 2017.
- Adaptation d'ateliers enfants au public sourd.

Musique et patrimoine

- Organisation en mai 2017 de quatre concerts en partenariat avec Mayenne Culture et l'Ensemble instrumental de la Mayenne à VAIGES, MONTSÛRS, ST-MARTIN-DE-CONNÉE et MAYENNE.
- Organisation d'un concert dans le cadre des Journées européennes du patrimoine.

Opérations régionales ou nationales

Participation du Pah à certaines opérations régionales ou nationales : Journées du patrimoine, Rendez-vous aux jardins, Journées du patrimoine de Pays, Journées nationales Tourisme & handicap... Ces opérations impliquent généralement une gratuité d'accès aux animations pour le public.

Actions éducatives

- Finalisation de l'atelier de découverte des décors d'abbatiale d'ÉVRON et création d'un atelier de découverte avec le musée Bernard Chardon. Il est précisé que les outils pédagogiques financés par le

Pays d'art et d'histoire dans le cadre de ces actions seraient prêtés aux structures concernées mais resteraient propriété du Pah.

- Réalisation d'ateliers jeune public à ST-FRAIMBAULT-DE-PRIÈRES et VAIGES pendant les vacances de printemps.
- Poursuite des journées de découverte de la rivière MAYENNE en partenariat avec l'Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne et le CPIE Mayenne Bas-Maine.
- Création d'activités de découverte « MONTSÛRS au 19^e siècle », « Parcours urbain à MAYENNE »

Cinéma & Patrimoine

Trois séances de cinéma en plein air sur grand écran seront programmées en juillet-août 2017 : une dans la Communauté de communes des Coëvrons, deux sur Mayenne Communauté. Le musée du château de MAYENNE est prêt à accueillir une de ces soirées dans le cadre de son exposition temporaire 2017.

Les partenariats

Le Pays d'art et d'histoire mettra l'année 2017 à profit pour consolider et développer des partenariats existants ou en projet : organisation de visites-découvertes dans le cadre du festival d'Arts sacrés d'Évron, réalisation d'une visite gratuite de Mayenne avec le Musée du château de Mayenne dans le cadre de l'inauguration de son exposition temporaire 2017, réalisation d'une randonnée gourmande avec l'OT des Coëvrons, d'une visite à deux voix avec MNE, réalisation d'une visite gratuite de ST-CHRISTOPHE-DU-LUAT dans le cadre de la clôture de saison du Pôle culturel des Coëvrons.

Un partenariat avec les Offices de tourisme du territoire sera instauré dès que des opportunités se présenteront et selon les disponibilités des agents des structures concernées.

Accompagnements financiers

- Renouvellement de la participation du Pays d'art et d'histoire au concours/festival de piano de MAYENNE par l'attribution d'un prix d'un montant de 1 000 €.
- Accompagnement financier des projets de création d'actions éducatives avec le service culturel d'ÉVRON et le musée Bernard Chardon de LASSAY-LES-CHÂTEAUX.

Extension du périmètre du Pah et renouvellement de la convention avec le ministère de la Culture

Organisation de rencontres avec élus et techniciens du territoire en vue de préparer le bilan d'activités décennal du Pays d'art et d'histoire et de travailler à la définition d'un nouveau projet de territoire dans le cadre de l'extension du périmètre du Pah.

Financement – actions

Le budget prévisionnel s'élève à 116 250 € (en 2016 138 198 €). La part à financer pour Mayenne Communauté est de 25 % du coût total soit 24 312,50 €.

Dans le cadre de la définition de notre stratégie touristique et de la réécriture du projet culturel, le partenariat avec le PAH sera réinterrogé afin de définir plus précisément quels sont nos objectifs avec ce partenaire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention avec le Pays d'Art et d'Histoire au titre des actions 2017.

10 - Aménagement de l'espace – PLU de la commune de Contest – Modification simplifiée n°1 – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 9 mars 2017

M. VALPREMIT expose :

Le Plan Local d'Urbanisme de Contest a été approuvé le 4 mars 2014. Le code de l'urbanisme permet l'évolution du Plan Local d'Urbanisme par la voie d'une modification simplifiée (Articles L. 153-45 à L. 153-48).

Il est précisé, par ailleurs, que Mayenne Communauté exerce désormais la compétence PLU en lieu et place des communes qui la composent (L.5217-2 Code Général des Collectivités Territoriales). Elle se

substitue donc aux communes dans toutes leurs délibérations et actes se rapportant à la compétence « PLU » qui lui a été transférée (L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales).

En matière d'approbation ou d'évolution des PLU, la procédure ne peut être achevée qu'avec l'avis préalable du Conseil Municipal prévu par l'art. L. 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces conditions étant remplies, il est proposé de finaliser la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Contest.

Objet de la modification simplifiée

La procédure porte sur la modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°1

Déroulement de la procédure et bilan de la mise à disposition du public

La mise à disposition du public a été prescrite par délibération de Mayenne Communauté n° 28 du 8 décembre 2016. Elle s'est déroulée du 1^{er} janvier au 1^{er} février 2017 inclus.

L'ensemble des éléments du dossier de modification simplifiée a été mis à disposition du public ainsi qu'un registre d'observations afin de recueillir les observations du public, en mairie de Contest et au siège de Mayenne Communauté, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Le public a été informé, par l'insertion d'un avis de la mise à disposition du public, dans l'édition du journal Ouest-France le 24 décembre 2016.

Cet avis a également été affiché en mairie de Contest du 1^{er} janvier au 1^{er} février 2017 inclus.

Préalablement à la mise à disposition, le dossier a été notifié aux personnes publiques associées le 21 décembre 2016.

Observations des personnes publiques associées

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Mayenne a émis un avis favorable.

La Direction Départementale des Territoires a émis un avis assorti de prescriptions. Ces prescriptions portent sur :

- le renforcement de la justification des motifs de la modification proposée et de démontrer l'intérêt général du projet
- le renforcement de la compatibilité de l'OAP modifiée avec les orientations générales du PADD

Le dossier annexé à la présente délibération est donc modifié en conséquence

Les autres personnes publiques associées n'ont pas formulé de remarques dans le cadre de cette procédure.

Observations du public

Durant cette mise à disposition du dossier, aucune observation n'a été formulée.

Bilan de la mise à disposition et adaptation du dossier

Au regard du bilan de la mise à disposition, aucune adaptation n'est à apporter aux pièces du dossier.

I – AVIS DE LA COMMUNE DE CONTEST

Par délibération de son conseil municipal du 7 février 2017, la commune de Contest a émis, au titre de l'article L. 5211-57 du CGCT, un avis favorable à l'approbation du dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

II – DÉCISION DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

Considérant que les modifications proposées par la Direction Départementale des Territoires ne sont pas de nature à entraîner une nouvelle mise à disposition du dossier au public

Au vu des pièces du dossier et du bilan de la mise à disposition du public, il y a lieu d'approuver, par la présente délibération, la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contest telle que contenue dans le dossier joint à la présente délibération.

La présente délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Mayenne Communauté et affichée au siège de Mayenne Communauté ainsi qu'en Mairie de Contest durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- présente le bilan de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contest ;**
- approuve la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contest, tel que le dossier est présenté au Conseil de Mayenne Communauté.**

11 - GEMAPI « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » - Mise en place de la compétence - signature d'une convention de partenariat avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour la mise à disposition d'un technicien de rivière

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. BOURGUIN expose :

Jusqu'à présent, la GEMAPI était une compétence facultative et partagée entre toutes les collectivités et leurs groupements. Souhaitant renforcer la vision stratégique à l'échelle d'un bassin versant et structurer la maîtrise d'ouvrage territoriale, les lois MAPTAM et NoTRE ont transféré la compétence GEMAPI aux communautés de communes de manière obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018. Elle vise notamment à répondre aux enjeux nationaux de prévention des inondations et d'amélioration de la qualité des eaux, tout en maintenant les droits et devoirs des propriétaires riverains.

Afin de mettre en oeuvre la GEMAPI sur Mayenne Communauté, il convient de définir :

- les modalités de gouvernance : qui exercera la compétence (Mayenne Communauté en direct avec des conventionnements ou une maîtrise d'ouvrage portée par un syndicat mixte par exemple)
- les enjeux organisationnels et financiers : quel est l'état réel des cours d'eau sur les zones non inventoriées de Mayenne Communauté ? quelle ingénierie associée sachant qu'actuellement le SBA a un technicien rivière ? quels moyens financiers ? Etc.

Pour accompagner la collectivité, une consultation pour une étude a été lancée le 3 février et les offres sont attendues pour le 1^{er} mars. Outre un volet gouvernance, cette étude diagnostiquera et fera des préconisations sur un linéaire d'environ 130km de cours d'eau prioritaires : le Lassay, le Fontaine Daniel, l'Anxure et la Mayenne entre le lac de Haute Mayenne et Saint Julien du Terroux (130 km étant déjà diagnostiqués : l'Aron, la Mayenne en aval du lac de Haute Mayenne).

Le montant global de l'étude est estimé à 120000€, avec subvention à hauteur de 80 % par l'Agence de l'Eau.

L'Agence de l'eau et l'ensemble des acteurs qui mènent depuis plusieurs années des politiques de gestion des milieux aquatiques insistent sur l'accompagnement exigeant et l'expertise que demande une telle étude de préfiguration. Les services de Mayenne Communauté susceptibles de la suivre sont fortement mobilisés sur le PLUI, le SCOT et les enjeux autour de l'eau et de l'assainissement.

C'est pourquoi la collectivité s'est rapprochée du Syndicat du Bassin de l'Aron (SBA) qui a une expertise depuis plusieurs années en matière de gestion des milieux aquatiques. En effet, un travail en ce sens avec

le SBA est une solution qui aurait l'avantage de préparer des perspectives de partenariat futur avec le SBA tout en s'appuyant sur des compétences avérées.

Le SBA mène actuellement une nouvelle procédure de Déclaration d'Intérêt Général sur l'Aron. Cette démarche nécessite un long délai d'instruction pendant lequel le technicien de rivière pourrait dégager du temps pour suivre notre réflexion. Aussi le SBA a répondu favorablement à notre proposition de partenariat lors de son conseil syndical du 6 décembre 2016.

Il est donc proposé au Conseil de Communauté de conventionner avec le Syndicat du Bassin de l'Aron en vue d'une mise à disposition de son Technicien à hauteur de 30 % de son temps entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 2017. Il s'agit d'une charge globale de travail à répartir en fonction des échéances (analyse des offres, travail de terrain, réunions, etc.).

Le montant de la convention intègre les frais de fonctionnement inhérents (véhicule notamment) ainsi que les subventions perçues par le SBA, soit un montant pour MC estimé entre 6000 € et 8 000 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide le principe d'un conventionnement avec le Syndicat du Bassin de l'Aron afin qu'il mette à disposition de Mayenne Communauté son technicien de rivière pour suivre notre étude diagnostic de mise en place de la compétence GEMAPI
- valide les modalités et principes financiers de cette mise à disposition
- et autorise le Président à signer la convention de mise à disposition.

12 - Environnement Déchets – Programme de prévention des déchets – Demande de subventions 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

Mme MORIN expose :

Depuis 2016, Mayenne Communauté a fait le choix de poursuivre sa dynamique en matière de prévention des déchets. Dans le cadre du Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire (CODEC) du Conseil départemental, elle s'est engagée, en tant que collectivité relais, dans un partenariat avec l'ADEME sur une durée de 3 ans. La lutte contre le gaspillage alimentaire et les biodéchets sont les deux thématiques principales sur lesquelles le service devra mener un programme d'actions.

De plus, nous nous sommes engagés à développer les bonnes pratiques des autres relais du département (communauté de communes, associations, administrations...) sur les autres thématiques de la prévention des déchets : réemploi, réparation, économie circulaire, compostage...

Le Conseil départemental de la Mayenne subventionne des actions de prévention à hauteur de 30 % des dépenses, plafonné jusqu'à **0,30 €** par habitant. Il vous est proposé de solliciter à nouveau cette aide départementale pour l'année 2017, sur la base d'actions de prévention complémentaires de celles déjà prévues dans le programme d'actions et qui sont décrites ci-après :

- Promotion du compostage individuel :

Comme chaque année depuis 2005, Mayenne Communauté prévoit la mise à disposition gratuite de composteurs individuels et bioseaux. Au regard de la réussite de cette opération et du nombre important de foyers inscrits, le service déchets a décidé de renforcer cette action. Ainsi, cette année, ce sont 500 unités qui pourront être distribuées.

Une demi-journée de distribution sera réalisée dans les 2 déchetteries principales du territoire : Parigné-sur-Braye et Lassay-les-Châteaux. Ces distributions auront lieu le samedi 22 avril 2017. C'est aussi l'occasion de faire des animations et de la sensibilisation auprès des familles autour de la thématique du jardinage au naturel.

- Promotion du réemploi

l'opération Emmaüs :

Mayenne Communauté dispose de 4 conteneurs Emmaüs dans les déchetteries de Parigné, Lassay, Le Ribay et Martigné. Ces conteneurs sont mis à disposition des habitants pour leur donner la possibilité d'y déposer des objets encore en bon état, en évitant de les jeter aux encombrants. Ces objets sont ensuite collectés par Emmaüs pour leur donner une seconde vie. Dans un souci de le rendre plus visibles, les conteneurs vont être customisés via des chantiers « argent de poche » coordonnés par le service

jeunesse et financés par le service déchets et les communes. Les conteneurs de Martigné et de Lassay ont déjà été customisés en octobre 2015 et juillet 2016. Celui de la déchetterie du Ribay le sera en juillet 2017. Ce projet permet de sensibiliser et faire participer des jeunes sur la thématique du réemploi et de la prévention des déchets.

Par ailleurs, Mayenne Communauté poursuit sa participation au financement de l'emploi tremplin permettant d'assurer une coordination départementale pour le réemploi avec Emmaüs.

les bornes Le Relais

En partenariat avec le service jeunesse de Mayenne Communauté et des associations de jeunes du territoire, un concours de collecte des textiles va être organisé. Cette opération a plusieurs objectifs :

- sensibiliser les adolescents et jeunes au réemploi des textiles
- rappeler les consignes à respecter lors des dons
- promouvoir les bornes Le Relais présentes sur le territoire.

Chaque équipe participante sera récompensée financièrement en fonction de la quantité de textiles collectés. Ce soutien financier a pour objectif de contribuer au financement d'un projet (achat de matériels, organisation d'un séjour vacances...)

- Actions de communication :

Dans le cadre de la redevance incitative et de son extension (au 1^{er} janvier 2018) sur l'ex CCHL, Mayenne Communauté poursuivra en 2017 sa communication sur la prévention des déchets pour accompagner et former les usagers. Différentes informations seront transmises :

- les moyens de réduire leur production d'ordures ménagères résiduelles :
 - promotion du compostage
 - sensibilisation à la gestion des déchets diffus spécifiques
 - promotion des conteneurs Emmaüs et des bornes Le Relais...
- les erreurs à ne pas commettre afin d'éviter les refus de tri
- les consignes en déchetteries
- le nouveau mode de collecte des OMR
- la facturation

Les supports envisagés sont donc :

- la réalisation de deux guides accompagnant la RI sur l'ex CCPM et la REOM sur l'ex CCHL
- des panneaux de communication en déchèterie
- des ateliers de sensibilisation dans les grandes surfaces
- diverses actualisations de documents et supports de tri (guides, affiches...)

Il convient de souligner que la mise en œuvre des actions de prévention s'appuie sur 3 agents (à hauteur de 1,5 équivalent temps plein), dont 0,3 ETP pour les actions mentionnées ci-dessus qui sont complémentaires du CODEC. Le plan de financement prévisionnel est donc le suivant :

ACTIONS	DEPENSES	RECETTES
Compostage individuel	20 000 €	Conseil départemental* 11 598 €
Customisation conteneur Emmaüs	600 €	
Participation emploi tremplin de coordinateur Emmaüs	4 619 €	Mayenne Communauté 40 621 €
Concours de collecte des textiles	2 000 €	
Communication	15 000 €	
Chargé de prévention (0,3 ETP)	10 000 €	
TOTAL	52 219 €	52 209 €

* 0,30 € x 38 660 habitants (population totale) pour le CD 53

M. le Président : " Chez collègues, n'hésitez surtout pas à utiliser les chiffres de nos exercices passés. On

nous disait qu'on allait nous planter. Aujourd'hui, quand je constate l'excédent, je peux dire qu'il y a eu du bon travail. Ça permet aussi de rassurer l'ex CCHL car il y avait de vraies interrogations. Assurons la promotion de notre service car là encore nous sommes trop modestes. »

M. CHOUZY demande des nouvelles de l'agent à l'hôpital.

M. Le Président dit qu'il a reçu un mot de sa part, remerciant toutes les personnes qui l'ont accompagné et que son moral est plutôt bon.

M. DOYEN précise qu'il a rencontré sa maman et qu'ils cherchent des solutions pour aménager son logement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette partie du programme de prévention 2017 et son plan de financement

- autorise Monsieur le Président à solliciter les subventions ad hoc auprès du Conseil Départemental de la Mayenne ainsi qu'à signer tous les documents correspondants.

13 - Ressources Humaines – CNAS et congé parental

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. RAILLARD expose :

Vu l'adhésion de la Ville, du CCAS et de Mayenne Communauté au CNAS,
Vu le règlement de fonctionnement du Comité National de l'Action Social du 10 novembre 2016,
Considérant la demande d'agents de la Ville de Mayenne, de Mayenne Communauté placés en congé parental de bénéficier du CNAS pendant cette période,

Après avis du comité technique paritaire du 23 janvier 2017

Le montant de cette cotisation sera revu tous les 1^{er} janvier de chaque année en fonction des tarifs pratiqués par le CNAS.

L'agent devra en faire la demande dès son départ en congé parental pour l'année suivante. La collectivité inscrira l'agent au CNAS et sollicitera la somme à payer via un titre.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée (M. LE SCORNET n'ayant pas pris part au vote), valide l'inscription des agents placés en congé parental de Mayenne Communauté sous réserve que ceux-ci paient la totalité de la cotisation annuelle soit 201.45 euros.

14 - C'est mon patrimoine ! - Musée du château de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Depuis 2010, le musée du château de Mayenne participe aux *Portes du temps*. Cette opération nationale, portée par le Ministère de la culture et de la communication et le Commissariat général à l'égalité des territoires, a pour objectif la réappropriation de sites patrimoniaux par la pratique artistique. Il s'agit de proposer aux jeunes de 7 à 18 ans, éloignés de l'offre culturelle, issus prioritairement de quartiers « Politique de la ville » ou de « Zones de revitalisation rurale », des ateliers de découverte du château et de ses collections avec le concours d'artistes venant de disciplines variées. Ces ateliers sont ouverts aux structures de loisirs (ALSH, services jeunesse) et centres sociaux.

Cette année, les *Portes du temps* changent de nom et deviennent *C'est mon patrimoine !*

Pour l'été 2017, le musée répond à l'appel à projets par une proposition construite en partenariat avec diverses structures jeunesse et sociale de la Mayenne. Treize journées d'ateliers sont ainsi programmées

du 10 au 28 juillet, durant lesquelles les participants pourront réinterpréter par le biais d'une création cinématographique, l'exposition temporaire *Curiosités d'ici et d'ailleurs, Une histoire de collections* (présentée au musée du 25 mars au 19 novembre 2017).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président de la Communauté de communes à solliciter les diverses demandes de subvention liées à ce projet ainsi qu'à signer les devis et contrats ayant trait à cette opération.

15 - Tarif d'entrée lors des expositions temporaires - Musée du château de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Les tarifs individuels d'entrée du musée sont restés stables depuis son ouverture en 2008, notamment pour être similaires aux autres sites de visites départementaux. Ils sont de 4€ tarif plein et 3€ tarif réduit.

Le musée propose en moyenne une exposition temporaire par an. Le billet était jusqu'ici compris dans le tarif d'entrée. Mais ces expositions qui renouvellent l'intérêt pour le site et proposent des thématiques innovantes demandent un surplus de moyens humains et financiers. Pour compenser ces surcoûts, il vous est proposé de relever le tarif plein d'entrée au musée lors des périodes d'expositions temporaires à 5€, le tarif réduit restant à 3€, et le tarif plein hors période d'exposition temporaire restant à 4€.

Les visites dégustations sont proposées dans le cadre de visites de groupes et permettent de compléter la visite par une dégustation de mignardises médiévales. Il vous est proposé d'augmenter le coût des visites dégustations à 6€ la visite au lieu de 5€ jusqu'ici, prix qui correspond plus aux dépenses engagées pour ce type de prestation.

Les visites commentées sont depuis 2008 comprises dans le billet d'entrée. Or, nous sommes un des rares musées à appliquer cette politique tarifaire pour ce type d'actions.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rend cette visite payante, à 1€ pour chaque participant.

16 - Fonction de chef de file des contrats régionaux (2010/2013 ; 2014/2017) suite à la disparition du GIP

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. SOUTIF expose :

Le GIP du pays de Haute Mayenne assurait une fonction de « chef de file » des contrats régionaux : contrôle des dossiers et des pièces au stade du dépôt de la demande de subvention avant envoi à la Région, contrôle des pièces justificatives avant mise en paiement par la Région, bilan du contrat...

Dans le contexte de disparition du GIP, la Région souhaite que la fonction de chef de file des contrats régionaux perdure. Comme convenu par le conseil d'administration du GIP du 30 juin 2016, cette fonction sera assurée par Mayenne communauté par voie de convention avec les trois autres EPCI.

Pour rappel

- le CTU 2010/ 2013 pour lequel 13 subventions ne sont pas encore soldées,
- le NCR 2014/2017, signé le 10 juin 2014 pour une durée de trois ans (10 juin 2017),
- l'article 3 du NCR 2014/2017 porte sur la durée du contrat et indique la possibilité de prolonger d'un an l'engagement des actions dudit contrat par voie d'avenant et en cas de difficulté justifiée,
- la demande d'avenant de 6 mois pour le NCR 2014/2017 faite par le conseil d'administration du GIP du 8 décembre 2016 auprès de la Région,
- le projet de convention proposé par Mayenne communauté pour assurer la fonction de chef de file des contrats régionaux ;

- l'article 4 du NCR explicitant le rôle du chef de file territorial

M. le Président : « On continue de travailler avec les communautés voisines qui sont toujours preneuses de collaborer. Je tiens à avoir une pensée pour notre collègue Gérard Lemmonier. Nous avons d'excellents rapports avec lui. Il s'était beaucoup investi pour sa commune. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide le principe que Mayenne communauté assure cette fonction de chef de file des contrats régionaux (2010/2013 ; 2014/2017) pour une période de deux ans (2017/2018).

- valide le projet de convention joint en annexe qui repose sur les principes suivants :

- la mise à disposition d'un agent de Mayenne communauté (qui travaillait avant au pays et assurait ces fonctions) une journée par mois pour la fin de la gestion de ces deux contrats.

- un coût de mission de 3 749.49 € pour 2 ans (prenant en compte les charges de personnel et de structure)

- la prise en charge financière de cette dépense sera prise directement à partir des sommes qui doivent être reversées aux communautés de communes avec le reste en compte du GIP du Pays de Haute Mayenne (d'ici septembre 2017) et attribuée à Mayenne communauté.

- Mayenne communauté ne pourra être tenue responsable en cas de non respect des délais prévus dans les contrats par les maîtres d'ouvrage et les intercommunalités membres de la convention.

- autorise le président à faire suivre cette convention pour signature aux trois autres EPCI (CCE, CCBM, CCMA) et à signer tous les documents à intervenir

17 - Développement Culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – 3^{ème} Concours National de piano – Fixation des droits d'inscription

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Le Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ organise pour la 3^{ème} année consécutive un concours national de Piano à Mayenne les 13 et 14 mai 2017.

Ce concours est ouvert à tout candidat justifiant d'un cursus musical dans un conservatoire français et comprend quatre catégories :

Catégorie A :	1 ^{er} cycle (fin de cycle obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie B :	2 ^{ème} cycle (fin de cycle obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie C :	Cycle « amateur » (niveau C.E.M obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie D :	Cycle « professionnel » (niveau DEM obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les droits d'inscription à ce concours à 30 € en précisant qu'ils seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire.

18 - Développement culturel – Conservatoire Ivan Bellocq – Tarification des ateliers parents/enfants

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Dans le cadre du cycle découverte « son et mouvement », le conservatoire Ivan BELLOCQ a mis en place des ateliers « parents/enfants » pour les enfants âgés de 3 et 4 ans.

Ces ateliers, d'une durée de 45 mn, sont encadrés par un professeur de danse et un professeur de musique et permettront aux enfants, accompagnés d'un adulte (parent, grands-parents, nourrice...), de partir à la découverte du monde sonore (chant, comptines, petites percussions, percussions corporelles) et du mouvement à travers divers jeux et activités corporelles.

Ces séances, limitées à 8 duos parent/enfant, se déroulent le samedi matin de 10 H 15 à 11 H. 4 thématiques sont proposées à 2 dates différentes sur l'ensemble de l'année scolaire :

- . 1^{ère} thématique : 2 dates proposées sur la période de Novembre à Décembre
- . 2^{ème} thématique : 2 dates proposées sur la période de Janvier et Février
- . 3^{ème} thématique : 2 dates proposées sur la période de Mars et Avril
- . 4^{ème} thématique : 2 dates proposées sur la période de Mai et Juin

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, renouvelle le tarif de ces ateliers fixé à 10 € par séance. Le règlement s'effectuera obligatoirement à l'inscription auprès du secrétariat du Conservatoire et sera encaissé par le biais de la régie de recettes du Conservatoire.

19 - Développement culturel – Conservatoire de Musique et Danse Ivan Bellocq – Concert Éducatif « Atom Heart Mother » - Concert tout public - Fixation des tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. LE SCORNET expose :

Dans sa programmation 2016/2017, le conservatoire Ivan Bellocq propose, à destination des élèves des collèges et Lycées de Mayenne Communauté, l'œuvre célèbre du groupe Pink Floyd « Atom Heart Mother ». Cette œuvre est emblématique du rock progressif par sa durée (25 min), sa composition en plusieurs parties mélangeant les styles (rock, jazz, musique concrète, musique romantique...) et l'absence de texte.

Elle présente aussi l'intérêt d'une écriture variée autant dans les procédés utilisés que dans les couleurs instrumentales.

Il s'agit d'une œuvre d'une grande richesse sonore avec orchestration inhabituelle :

- 3 solistes femmes
- Chœur Mixte
- Ensemble de Cuivres
- Violoncelle solo
- Orchestre Rock traditionnel

Le concert éducatif permettra d'éclairer les jeunes sur l'originalité de cette œuvre en présentant une analyse abordable prenant en compte le contexte historique, la structure de l'œuvre et les caractéristiques d'écriture.

Des concerts seront donc proposés à la Salle Polyvalente de Mayenne :

- Un concert éducatif, destiné aux classes des collèges et lycées inscrites, aura lieu Vendredi 24 mars 2017, à 10 H
- Un concert à destination du tout public : Samedi 25 mars 2017, à 20 H 30

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs de ces différents concerts qui seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire :

- **Concert éducatif : 35 € par classe. Les factures seront établies par le conservatoire.**
- **Concert à destination du tout public : 5 € tarif plein, gratuit pour les - de 12 ans et les élèves du Conservatoire.**

20 - Approbation d'un projet de convention de servitudes au profit d'ENEDIS (ex ERDF)

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre de la création du parc éolien de l'Oasis (5 éoliennes sur les communes d'Hardanges et le Ribay), la société ENEDIS prévoit d'implanter une ligne électrique souterraine de 20000V sous la parcelle cadastrée E827, propriété de Mayenne Communauté et située sur la commune de Le Ribay. Ceci permettra le raccordement des 5 éoliennes depuis le poste de livraison (poste implanté à l'entrée de la déchetterie de Ricordeau) au réseau électrique jusqu'au poste de Villaines La Juhel.

ENEDIS a donc sollicité Mayenne Communauté pour la mise en place d'une convention de servitudes à titre gratuit sur cette parcelle pour l'implantation de la canalisation, avec ses accessoires, sur une longueur totale d'environ 9 mètres et dans une bande de 3 mètres de large.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve les dispositions qui précèdent et autorise M. le Président à signer les documents y afférant.

21 - Pole de santé – Emprise du projet - Cession d'un terrain Rue du Fauconnier de la commune de Mayenne à Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. MOLL expose :

L'emprise nécessaire à l'implantation du Pôle de Santé a été acquise par l'ex CCPM par acte administratif avec la ville de Mayenne suite à des délibération de mai 2012.

Il manquait cependant une petite emprise classée dans le domaine public nécessaire à la réalisation du projet.

Par délibération en date du 15 septembre 2016, le Conseil Municipal de Mayenne a validé la procédure de déclassement du domaine public et classement dans le domaine privé de la commune de cette emprise publique Rue du Fauconnier en vue de sa cession à Mayenne Communauté.

Cette emprise, aujourd'hui cadastrée BD 399 pour une surface de 45 m², a vocation à être cédée par Mayenne Communauté, en complément des parcelles BD 390-392-396, pour la construction du pôle pharmaceutique.

Par délibération en date du 2 février 2017, le Conseil Municipal de Mayenne a validé cette cession à Mayenne Communauté à l'euro symbolique.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de valider à son tour cette cession à son profit.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- accepte la cession de cette parcelle cadastrée BD 399 à l'euro symbolique***
- accepte que le transfert de propriété se fasse sous la forme d'un acte administratif***
- autorise M. Moll, Vice-Président en charge de la santé à signer l'acte administratif au titre de Mayenne Communauté***
- autorise Michel ANGOT à contresigner l'acte administratif pour attester de la conformité du document et l'identité des parties,***
- et autorise le Président à signer tout autre document à intervenir.***

22 - Ressources humaines - Mission économique - Transformation d'un poste à temps non complet (17h30) en un poste à temps complet

Reçu à la Sous-Préfecture le 20 février 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis favorable du CTP du 23 janvier 2017,


Considérant la nécessité de renforcer l'accueil de la mission économique à la SERE,

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 lors du vote du budget 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, transforme le poste d'adjoint administratif de 20h en un poste à temps complet à compter du 1er mars 2017.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 15

Vu, le Secrétaire,
Pierre RIOULT



Vu, le Président
Michel ANGOT

